

L'AFFICHAGE DES LISTES DE BÉNÉFICIAIRES MET LE FEU AUX POUDRES

Les logements de la colère

L'Algérie peine à trouver un climat social apaisé, en dépit de la multitude de mesures prises à cet effet par le gouvernement.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Ni le soutien aux prix des produits alimentaires de base, l'huile et le sucre notamment, ni les revalorisations salariales assorties toutes d'effet rétroactif et encore moins la promesse d'un avenir radieux après les réformes politiques annoncées n'ont été à même de ramener la paix sociale.

C'est que quand bien même il serait convenablement rémunéré, l'Algérien, partout où il réside, reste mal logé. Aussi, dès qu'une commune affiche une liste d'attribution de logements sociaux, la contestation, rarement pacifique, germe inmanquablement. A l'est du pays, principalement à El Tarf, Annaba et Jijel, la fin de semaine a été particulièrement chaude. Des affichages de listes de bénéficiaires de logements sociaux ont soulevé des vents de protestation qui ont tourné aux

émeutes. Des scènes de sacage d'édifices et de biens publics ont été enregistrées.

Alger, la capitale, n'est pas en reste. Presque dans la quasi-totalité de ses communes, les déceptions, après souvent de longues années d'attente d'un toit, se sont muées en éruptions de colères. Une situation qui a, semble-t-il, incité le wali d'Alger à annoncer un plan Marshall : 120 000 logements pour la capitale d'ici 2014.

Encore une épreuve de patience pour tous les oubliés des livraisons en cours et certainement de celles passées. Des oubliés qui ne sont pas assurés de figurer dans ce proche avenir parmi les heureux bénéficiaires d'un logement social. Car il est établi que ce type de logement ne profite pas aux seuls éligibles à la formule, c'est-à-dire aux citoyens à faible ou sans revenu



Un mécontentement quasi national.

qui ne disposent pas d'un toit ou vivent dans l'exiguïté d'un bien familial indivis.

L'accusation, redondante, il faut bien le noter, portée à l'encontre des maires, chefs de

daïra et des commissions chargées de sérier les ordres de priorité d'accès au logement social s'arrangent à chaque fois de servir des proches au détriment des postulants légitimes apporte la

preuve intangible de ce que c'est aussi la gestion du dossier par les autorités locales qui, à chaque livraison, fait des laisser-pour-comptes, des mécontents. Et il se trouve que c'est sur les seuls maires, élus qu'ils sont, que s'abattent les colères des citoyens.

Des colères qui, en ce moment, tombent mal, puisqu'elles constituent un mauvais prélude à une compétition électorale qui n'est pas loin. Il est évidemment des popularités qui déclineront forcément.

Pendant que ce temps, à plus haute échelle, walis et gouvernement s'évertuent à faire les arbitres, alors qu'ils sont, en vérité, les premiers concernés par la situation tant est que ce sont eux qui élaborent et dictent la politique sociale, le logement y compris.

S. A. I.

OPÉRATIONS DE RELOGEMENT DANS LA CAPITALE

L'angoisse des familles dans l'attente d'un toit décent

Le wali d'Alger vient d'annoncer de prochaines opérations de relogement mais ni la date ni les sites concernés n'ont été précisés. A Diar Echems et Diar El Mahçoul, comme à Diar El Baraka à Baraki ou au niveau des chalets de l'Est de la capitale, à savoir Bordj El Bahri, El Marsa et Aïn Taya, la pression ne cesse d'augmenter chez les habitants qui appréhendent le mois de Ramadan et juste après la rentrée sociale.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Un simple tour dans les sites censés être concernés par le programme d'éradication de l'habitat précaire dans la capitale renseigne sur l'angoisse qui ronge des familles dans l'attente d'un toit décent, depuis très longtemps pour certaines.

Entre espoir et désespoir, certains citoyens consacrent leur quotidien à la quête d'informations. Quelques habitants interrogés, hier, à Diar Echems croient savoir qu'ils seront, cette fois-ci, prioritaires dans une opération de relogement prévue au début du mois de Ramadan.

D'autres citoyens de Diar El Baraka à

Baraki pensent également de leur côté qu'ils seront prioritaires dans une opération de relogement prévue début septembre. Mais ce ne sont là que des suppositions dues tantôt à l'optimisme des uns et tantôt au recueillement d'informations des autres.

Le wali d'Alger, Mohamed Kebir Addou, a annoncé ce mercredi de prochaines opérations de relogement sans toutefois préciser la date ou les sites concernés. «Je me déplace quotidiennement au niveau de l'APC et la daïra auxquelles nous sommes rattachés mais personne ne semble détenir la bonne information. Nous recevons parfois des agents du service social de l'APC pour des recensements ou complément de dossier administratif mais ces derniers refusent aussi de communiquer le moindre renseignement. A chaque fois, ils se contentent de nous rassurer avec des propos comme «soyez patients, ça sera pour bientôt», dira le père d'une famille à Diar El Mahçoul au niveau de la commune d'El Madania.

L'approche du mois de Ramadan et la rentrée sociale ne font qu'augmenter la pression chez ces familles qui ne savent pas si elles vont jeûner dans leurs nouveaux logements et inscrire leurs enfants bientôt dans de nou-

velles écoles ou faut-il encore attendre le moment opportun.

L'annonce faite par le wali d'Alger, faisant état de 68 000 logements en cours de construction (45 000 sociaux et 21 000 LSP) dont la plus grande partie sera livrée entre les mois d'octobre et novembre prochains semble avoir réconforté et rendu espoir à ces familles qui ne demandent qu'à être relogées. Pour certaines, il n'est plus question d'attendre encore plus longtemps.

45 000 autres logements ont été inscrits dans le cadre du plan quinquennal 2010-2014 de la wilaya d'Alger, et les habitants de certains sites tels que Diar El Mahçoul affirment n'avoir plus la patience de passer encore un Ramadhan et une rentrée sociale dans ces habitations précaires.

«Nous espérons bénéficier de nouveaux logements avant la rentrée sociale, car après il sera difficile de faire le déménagement et le transfert des enfants dans d'autres écoles», ajoute un citoyen à Diar Echems.

Ainsi, pour les autorités locales, l'éradication de l'habitat précaire dans la capitale et le relogement de ces familles ne sont plus qu'une question de temps, mais seulement de patience.

M. M.

LA CONTESTATION POUR LE LOGEMENT CONTINUE

TOUJOURS À AÏN TÉMOUCHENT

Un mort, des tentatives de suicide

Trois jours après l'affichage des listes des bénéficiaires de 150 logements sociaux à Aïn Témouchent et Sidi Ben Adda et avec attroupement qui s'en est suivi mercredi dernier, la contestation continue toujours dans le chef-lieu de wilaya.

Des dizaines de citoyens non retenus sur les listes des bénéficiaires ont assiégé la daïra et la radio locale pour exprimer leur mécontentement. Selon ces citoyens, les bénéficiaires de ces logements ne méritaient pas d'être inscrits du fait qu'ils sont à

l'abri du besoin. Selon une source, une dame est décédée suite à un malaise cardiaque après qu'elle n'eut pas trouvé son nom sur la liste des bénéficiaires également.

Plusieurs citoyens ont tenté de mettre fin à leur vie. L'un en

s'immolant par l'essence fut sauvé miraculeusement par les forces de l'ordre, tandis qu'un père et son fils ont tenté de se jeter du haut d'un immeuble, heureusement que des gens les ont ramenés à la raison.

Le représentant de la Ligue des droits de l'homme de la wilaya de Aïn-Témouchent a adressé une correspondance aux autorités pour demander qu'une enquête soit menée pour

rétablir les exclus dans leurs droits.

Certains mécontents ont tenté jeudi de squatter les appartements destinés aux bénéficiaires et ce n'est qu'avec l'intervention massive des forces de l'ordre que les contestataires ont été sommés de quitter les lieux.

En fin de compte, une délégation des protestataires a été reçue par le chef de daïra qui a écouté leurs doléances.

S. B.

APRÈS LES
VIOLENTES
ÉMEUTES DE
JEUDI DERNIEREl Kala
renoue avec
le calme

La vie reprend doucement dans la ville d'El Kala après trois jours de protestation où le paroxysme a été atteint jeudi dernier quand les émeutiers se sont attaqués aux sièges de la daïra et de la commune qu'ils ont saccagés puis incendiés, occasionnant des dégâts matériels colossaux qui se chiffrent à plusieurs milliards de centimes.

Le wali, qui ne s'attendait pas à de tels événements graves, a pris la mesure des revendications des citoyens et de fait, il vient d'instruire les services de la Direction de l'action sociale (DAS) de recevoir les recours des citoyens de la commune d'El Kala au lieu et place de l'APW (Assemblée populaire de wilaya).

Ce désaveu et ce camouflet cinglant du chef de l'exécutif envers les membres de l'assemblée assemblée renseigneraient sur l'existence de liens, d'ingérences et autres interférences de ses derniers dans la commission de daïra qui a confectionné la liste de la honte.

Par cette décision, le wali s'est plié à la volonté des citoyens qui ne font plus confiance aux élus de l'APW.

Il a, de fait, chargé la DAS d'étudier les recours.

Par ailleurs, des citoyens ont tenu à remercier et signaler que l'intervention de l'ex-sénateur Djeflal Hocine a permis d'éviter que d'autres structures étatiques ne soient attaquées par les émeutiers en furie à l'image de l'administration pénitentiaire et le bâtiment qui abritent les services de la Sonelgaz.

Daoud Allam